

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Chavez-dit-tout-haut-ce-que-beaucoup-pensent-tout-bas>

Interview de Maurice Lemoine

"Chavez dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas"

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mercredi 14 novembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[GIF - 7 ko] **Le ton monte**

Pourquoi le ton monte-t-il entre l'Espagne et le Venezuela ?

Chavez a, en effet, prononcé des mots durs, mais il s'agit de remettre son intervention dans le contexte. Le président vénézuélien a pris la parole après les interventions des présidents du Nicaragua et de la Bolivie : Daniel Ortega et Evo Morales. Ceux-ci, qui venaient de dénoncer le modèle néolibéral, ont été aussitôt réfutés par le Premier ministre espagnol Jose-Luis Zapatero, qui a critiqué les nationalisations.

Hugo Chavez, intervenant juste après, a mis en cause, tout comme le président argentin Nestor Kirchner précédemment, l'action des multinationales espagnoles en Amérique Latine. Puis, il a tenu à rappeler la reconnaissance immédiate apportée par l'ancien Premier ministre espagnol Jose-Maria Aznar, au coup d'Etat mené par Carmona, contre lui, le

11 avril 2002. Je ne me prononcerai pas sur le mot "fasciste", mais il est vrai que Jose-Maria Aznar (tout comme Washington à l'époque) avait tout de suite apporté son soutien au coup d'Etat (dès le 12 avril).

Après, les réactions de Jose-Luis Zapatero et du roi Juan Carlos sont normales : Ils se devaient de ne pas perdre la face devant l'opinion espagnole.

Sur le fond, c'est la distance entre la vision de l'Espagne et des antilibéraux latinoaméricains sur l'économie qui pose problème. Il y a là un net affrontement idéologique.

Du point de vue des dirigeants latinoaméricains, l'hostilité envers les multinationales espagnoles est assez compréhensible.

Prenons l'exemple de l'Argentine : lorsque Nestor Kirchner est arrivé au pouvoir, en 2001, il a remis en cause nombre d'avantages qu'avaient obtenus des multinationales, notamment espagnoles, lors des privatisations d'entreprises nationales. Il s'est passé la même chose au Venezuela et en Bolivie, après les élections d'Hugo Chavez et d'Evo Morales. Les responsables espagnols défendent les entreprises ibériques.

Globalement, on assiste à un affrontement entre deux modèles économiques.

Hugo Chavez, connu pour ses nombreuses provocations publiques, avait notamment traité, lors d'un discours à l'ONU (le 20 septembre 2006), le président étasunien Georges W. Bush de "diable". Quel but recherche-t-il à travers ses provocations ?

On peut contester les formulations brutales d'Hugo Chavez. Mais cette différence de langage est intéressante car elle témoigne bien, là aussi, de l'affrontement entre deux mondes.

Lorsqu'il tient ces propos devant l'assemblée générale des Nations Unies, le président vénézuélien s'en prend plus à la politique de Georges W. Bush qu'aux Etasuniens. Force est de constater que, sur un plan commercial, les relations marchent bien entre le Venezuela et les Etats-Unis.

Le président Hugo Chavez a le verbe facile, il met moins de gants que certains. Cependant, il dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Après, on peut toujours se poser la question des conséquences de l'emploi d'un tel langage : est-ce que les Etats-Unis lui seraient moins hostiles, si Hugo Chavez mettait plus de gants ? Je n'en suis pas sûr. S'agissant de l'Espagne, c'est plus circonstanciel.

C'est presque anecdotique.

L'altercation, en fin de rencontre, entre le président vénézuélien et le roi d'Espagne, semble avoir quelque peu éclipsé le 17e Sommet Ibéro-Américain, qui s'est achevé samedi 10 novembre. Sur quoi a-t-il débouché ?

Comme tous ces grands sommets, cela n'a pas débouché sur grand-chose. Beaucoup de déclarations de bonnes intentions qui n'apportent pas de réponses concrètes. Du vide.

D'où, finalement, le ton un peu vif employé par certains intervenants agacés : le Nicaragua, la Bolivie, l'Equateur et le Venezuela. Ces Etats veulent des transformations rapides et radicales pour eux et pour toute l'Amérique Latine. L'Espagne, elle, ne partage pas ce point de vue.

Si, au final, les médias ont surtout raconté l'altercation entre le roi Juan Carlos et le président Hugo Chavez, c'est qu'il n'y avait pas grand-chose à dire du sommet lui-même.

Par François Miguet

[NouvelObs](#). Paris, le lundi 12 novembre 2007.